

FRANÇOIS HOLLANDE

Une nouvelle page s'ouvre

La gauche renoue le fil de l'histoire. Nicolas Sarkozy lui a fait un beau cadeau en permettant de rassemblement contre lui. Un fond de gravité s'exprime dans les premiers discours de François Hollande : il se trouve en situation délicate, aux commandes politiques d'un pays dont on attend bien autre chose qu'un simple apurement des dettes et des injustices héritées.

La crise est l'une des plus graves qui se puissent imaginer. Contrairement à une idée reçue, la France peut cependant très bien assumer des réformes d'envergure, comme la construction massive de logements pour diminuer des tensions insupportables dans ce secteur, génératrices d'inégalités ; le rétablissement d'une fiscalité plus progressive et équilibrée entre travail et capital, ce qui réduira mécaniquement la dette ; ou encore la mise en place d'une véritable transition écologique qui aille au-delà de l'action cosmétique.

LA VOIE DE L'AUSTÉRITÉ DANS LAQUELLE SE SONT ENGAGÉS - SOUS LA CONTRAINTE - CERTAINS PAYS, COMME L'ESPAGNE OU LA GRÈCE, CONDUIT À DES IMPASSES SOCIALES ET POLITIQUES....

La France peut aussi s'engager à défendre des orientations claires en matière de solidarité entre États et de contrôle des marchés financiers. L'idée redoutable selon laquelle il faudrait « expier » l'endettement du pays par des coupes drastiques dans les budgets publics et notamment ceux qui ont des incidences directes pour nos concitoyens les plus exposés, paraît simpliste. Elle

conduit à des impasses sociales et politiques.

L'IDÉE D'UN PACTE DE CROISSANCE APPUYÉ EN PRIORITÉ SUR UNE VOLONTÉ DE RELANCE : UN NOUVEAU CONSENSUS EUROPÉEN

Les nouveaux responsables, François Hollande en tête, vont donc exercer une lourde responsabilité. La consolidation budgétaire figure parmi les principaux objectifs. Mais la redistribution n'est envisagée que si la croissance repart. En lieu et place d'une grande réforme emblématique, des décisions sont prises : allocation de rentrée scolaire, retraite à 60 ans pour ceux qui ont commencé très tôt à travailler. Ces gestes significatifs n'affectent pas le cœur du dispositif, tourné vers le retour à l'équilibre. Et le président demande à être jugé sur deux grands objectifs : la jeunesse et la justice. C'est dire qu'il a conscience qu'il lui revient d'apporter une répartition plus équitable de l'effort demandé.

A peine élu, il est happé par les échéances internationales et par de nouvelles urgences. Sa première épreuve consiste à construire un nouveau consensus autour d'une idée qui peut faire école au niveau européen et, après le G8, au niveau international. C'est celle d'un pacte de croissance appuyé en priorité sur une volonté de relance.

Que ne disait-on pas dans les rangs de l'équipe évincée par les urnes ! François Hollande était présenté comme un candidat inapte à l'exercice de la fonction, car non armé pour faire face aux crises. Plus vicieusement, on le disait incapable, mou et sans détermination. Il est probable que ses



opposants, prompts à l'invective - parfois naïve - doivent aujourd'hui déchanter.

LA GAUCHE FRANÇAISE INTÉRESSE BIEN AU-DELÀ DE NOS FRONTIÈRES. ELLE PEUT RENOUVELER, ÉLARGIR, ENRICHIR UNE VISION DU MONDE ET DU DESTIN CONTINENTAL.

Car la gauche française intéresse bien au-delà de nos frontières. Elle peut renouveler, élargir, enrichir une vision du monde et du destin continental. C'est le contenu même de la démocratie qu'il s'agit de refonder en tenant compte des mutations en cours.

Cet espoir nouveau, manifesté par les Français, ne peut réussir sans une majorité parlementaire. Il faut donc donner au président les moyens d'agir et éviter une cohabitation destructrice. C'est ainsi qu'on tournera définitivement la page précédente.

S.J.

■ L'assemblée générale du Cercle Progressiste Carnussien aura lieu samedi 8 septembre 2012 à 17 h (la salle sera précisée ultérieurement).

Nous avons maintenant besoin d'un député de gauche

Après la victoire de François Hollande, quel choix pour les électeurs de gauche ?

Comme dans beaucoup de circonscriptions des Bouches-du-Rhône, notre 9^e circonscription va voir s'affronter de nombreux candidats à la députation : 12 exactement.

La particularité de notre 9^e circonscription, c'est qu'elle a été gagnée en 2007 dès le premier tour par l'UMP Bernard Deflesselles grâce à la dispersion des voix de gauche sur plusieurs candidats qui, chacun pris séparément, n'avait pu obtenir suffisamment de voix pour être présent au second tour. Il faut préciser que pour se maintenir les candidats doivent obtenir au moins 12,5 % des inscrits : s'il n'y a que 60 % de votants, cette limite correspond à plus de 20 % des votants.

C'est pour cette raison que cette année, le Cercle Progressiste Carnussien a pris l'initiative de demander solennellement par écrit aux divers partis de gauche (PS, EELV, PG, PCF, NPA, LO) de se mettre d'accord sur le nom d'un candidat commun de la gauche qui aurait eu latitude non seulement d'être présent au second tour, mais de pouvoir gagner en cas de triangulaire avec le Front national.

Mais notre appel, comme celui d'autres associations n'a pas été entendu. Encore une

fois, donc, les électeurs de gauche de notre circonscription auront à choisir au premier tour entre 4 candidats :

- Pierre Mingaud (Front de Gauche)
- Denis Grandjean (Europe Ecologie Les Verts, soutenu par le Parti socialiste)
- François Otchakowsky-Laurens (Lutte Ouvrière)
- Claude Diharçabal (Nouveau Parti Anticapitaliste)

Nous ne mentionnerons pas sciemment Christian Musumeci, ce candidat « divers droite » en 2007 (0,28 % des voix) qui s'intronise en 2012 « Gauche Socialiste » ??? !



En tant qu'association progressiste, nous regrettons vivement qu'un accord n'ait pas été possible et, à l'occasion de ces législatives, nous ne pouvons que réaffirmer nos valeurs : justice sociale et meilleure répartition des

richesses, refus de la marchandisation de tous les services publics, solidarité, ciment de notre Nation.

L'accord électoral passé entre le Parti Socialiste et les Verts avant la présidentielle et la participation des Verts au gouvernement se traduiront globalement, à l'Assemblée nationale, par une adhésion des élus socialistes et verts à la politique et au programme de François Hollande.

En ce qui concerne le Front de Gauche qui ne participe pas au gouvernement mais a largement contribué à l'élection de François Hollande, l'objectif est clair : le programme de François Hollande étant jugé insuffisant pour sortir la France et l'Europe de la crise, il convient d'envoyer un maximum d'élus du Front de Gauche à l'assemblée pour peser sur les décisions gouvernementales en les soutenant si elles vont dans le bon sens et en combattant purement et simplement les projets considérés comme néfastes.

Reste à savoir lequel de ces candidats de gauche arrivera en tête à l'issue du premier tour, le 10 juin, dans la 9^e circonscription, et s'il aura recueilli suffisamment de suffrages pour se maintenir au second tour face au député sortant. Alors tous aux urnes ! ■

A. A.

Quel politique de santé avec le Front National ?

À défaut de connaître précisément le programme de la candidate FN aux élections législatives dans notre circonscription, nous nous reporterons à quelques déclarations de Mme Joëlle Melin qui, en sa qualité de conseillère de Marine Le Pen en matière de santé, est intervenue sur plusieurs priorités du programme de Marine Le Pen pour l'élection présidentielle. Ainsi, l'élue FN rappelle que dans le programme de son parti sont inscrites « la priorité nationale et l'attribution des prestations à ceux qui les méritent. Quant à la dépendance, il serait urgent de s'en occuper plutôt que de faire des promesses non tenues. » (Nouvelle République, 16/04/2012). Ou encore, dans un communiqué de Presse, Joëlle Melin, s'exprime sur le numérus clausus instauré à l'issue de la première année d'étude de médecine. Nous citons ses propos : « Par une loi préparée en catastrophe et votée à l'unanimité au Parlement le 18 janvier, les médecins à diplôme étranger pourront exercer sur notre territoire et dans les hôpitaux français jusqu'en 2016, malgré l'absence d'équivalence à ce jour. Cela se fait en totale contradiction avec la nécessité de contrôle de leurs qualifications. Alors même que les jeunes français sont recalés en fin de 1^{ère} année à 13,25/20 de moyenne, au nom d'un numerus clausus inepte, les « médecins » titulaires de diplômes à l'équivalence très approximative, exercent en lieu et place de nos jeunes concitoyens dans nos hôpitaux ».

Que retenir de ces deux déclarations ?

Tout d'abord le caractère discriminatoire qui concerne aussi bien les personnes vivant en France que celles qui occupent des emplois qui ne sont pas pourvus par les autochtones. La notion de mérite ici énoncée, qui constitue une valeur

républicaine quand elle concerne tout un chacun, cache en réalité la volonté de trier parmi les citoyens ceux qui sont en droit de percevoir des prestations sociales. Qu'en est-il alors du principe d'égalité qui s'il s'applique au versement des cotisations sociales par tous les travailleurs, ne s'appliquerait plus quand il s'agit de percevoir des prestations dont une part relève de la redistribution ?

Le recours à des médecins d'origine étrangère, mentionné dans un second article, n'est pas le seul fait de l'incapacité qu'aurait notre université à former en nombre des médecins. C'est surtout le fait que faute d'incitations fortes en matière d'aménagement du territoire, le nombre des diplômés français en médecine générale qui souhaitent exercer à l'hôpital public, en zone rurale ou dans des zones urbaines en difficulté reste insuffisant. Il en est de même pour les infirmières qui du fait des salaires peu élevés et des conditions de travail dans le cadre hospitalier ne pouvoient pas tous les postes. L'appel à des personnels de santé étrangers qualifiés doit donc faire l'objet, non pas d'un rejet, mais d'une approche plus globale et citoyenne.

De ces déclarations ressortit aussi la suspicion vis-à-vis de l'étranger. Les diplômés délivrés dans des universités étrangères seraient-ils moins qualifiants que ceux qui sont délivrés en France ?

Alors pourquoi des informaticiens, des chercheurs, des médecins, des infirmiers ou encore des techniciens étrangers diplômés, pour ne citer que quelques exemples, sont-ils recrutés par les entreprises ou services publics et privés français ? C'est bien parce qu'ils attestent de compétences reconnues et qu'ainsi ils participent de la création de la richesse nationale.

La France ne peut vivre repliée sur elle-même et compter sur ses seules potentialités pour satisfaire les besoins de ses habitants. La position du FN portée par Mme Melin ne peut que nous conduire à une impasse économique et sociale qu'il nous revient ici de dénoncer. ■

Maroiller

Lettre ouverte à un député sortant qui ne nous dit rien

Lettre ouverte à M. Bernard Deflesselles...

“ MonDéputé depuis mars 1999, vous sollicitez de nouveau nos suffrages pour un quatrième mandat consécutif et vous avez objectivement de fortes chances d'être réélu pour encore au moins cinq ans. C'est pourquoi, le Cercle Progressiste Carnussien a souhaité connaître votre position sur plusieurs points directement liés à votre mandat électif. Mais force est de constater que, malgré nos relances respectives et tout comme lors de nos tentatives précédentes, vous n'avez pas daigné répondre à nos courriers. Nous ne pouvons que regretter un tel désintéret pour les interrogations légitimes de vos concitoyens.

Nous nous interrogeons en particulier sur votre insistance à mettre en avant votre «engagement, aux côtés des communes, des associations et des chefs d'entreprises, à travers l'aide financière accordée dans le cadre de [votre] réserve parlementaire». En tant que contribuables, nous aurions aimé connaître les montants dont vous avez ainsi disposés et sur la base de quels critères vous en avez choisi les bénéficiaires. Nous craignons en effet qu'une telle pratique ne contribue à renforcer le sentiment de clientélisme et de favoritisme dont on accuse régulièrement la classe politique locale.

Le bilan de votre dernier mandat affiche fièrement un soutien sans faille à la politique gouvernementale menée depuis 2007 par Nicolas Sarkozy. Vous assurez que le retour à l'équilibre des comptes publics est une priorité. Or force est de constater que durant votre mandature, le déficit public est passé de 1200 à plus de 1700 milliards d'euros. La crise financière internationale serait à vous entendre la seule cause d'une dégradation aussi spectaculaire de nos comptes publics, mais cette crise résulte directement des excès de la politique néolibérale que vous prônez depuis des années... Vous évoquez une diminution des dépenses publiques mais sans préciser qu'elle se traduit par une réduction drastique des postes dans les services publics, dont l'efficacité se dégrade de jour en jour. Vous rappelez que vous avez voté avec enthousiasme la loi TEPA qui instaurait le bouclier fiscal et permettait aux



plus riches rentiers de notre pays de recevoir chaque année un chèque du Trésor public, sans vous rendre compte du profond sentiment d'injustice ressenti par les contribuables des classes moyennes.

Votre circonscription ne manque pourtant pas de salariés menacés

Toujours en matière économique, vous insistez sur les mesures prises, avec votre appui, pour démanteler le Code du travail et retarder l'âge du départ en retraite, sans mentionner que depuis 2007 le nombre de chômeurs a augmenté d'1 million, que le taux de chômage des jeunes atteint 22 %, et que notre pays connaît une désindustrialisation majeure. Votre circonscription ne manque pourtant pas de salariés menacés de délocalisation et qui mériteraient que vous les entendiez.

Dans le domaine sécuritaire, vous affirmez que la délinquance a connu une baisse spectaculaire depuis 2007 et qu'il y a eu un renforcement des effectifs de la police et de la justice alors que la vérité oblige à dire que 12 500 postes de policiers et gendarmes ont été supprimés depuis 2007, que la police de proximité a été démantelée, et que la justice est aux abois faute de ressources humaines et matérielles adaptées.

Vous vous vantez d'avoir facilité le transfert d'un lycée privé à Gémenos, mais force est de constater que vous avez aussi soutenu avec zèle la suppression de 66 000 postes depuis 2007 dans l'Education nationale ainsi que les nouvelles dispositions de formation des jeunes enseignants qui se retrouvent sans préparation devant les élèves, ce qui contribue à une dégradation

de notre système éducatif.

Vous insistez par ailleurs sur les défis environnementaux que nous avons à relever mais nous attendons en vain vos propositions concrètes pour lutter contre l'étalement urbain et pour développer localement des transports publics performants et coordonnés. Vous exprimez désormais une opposition radicale au projet de tracé de la LGV, pourtant choisi par le gouvernement que vous avez soutenu sans réserve. Vous vous réjouissez de la création du Parc national des calanques mais vous ne vous êtes guère impliqué dans les discussions pour tenter d'en définir les contours, sans doute par crainte de froisser certains lobbies locaux ? Faut-il en conclure que pour vous aussi, « l'environnement ça commence à bien faire » ?

Vous venez de diffuser un premier tract de campagne qui, à défaut d'éclairer votre bilan ou votre programme, témoigne d'une pugnacité louable mais exprimée en des termes guerriers inquiétants. Est-il bien responsable pour un représentant du Peuple, alors que notre pays est en crise et que beaucoup de Français souffrent au quotidien, de dresser les citoyens les uns contre les autres et de mettre systématiquement à l'index certaines catégories de population ? La recherche de boucs émissaires, juifs il y a peu, roms hier, musulmans aujourd'hui, immigrés et homosexuels toujours, ne fait qu'attiser les haines et les peurs et ajoute de la division et de la compétition, là où nous devrions au contraire serrer les rangs et jouer la solidarité pour affronter ensemble les défis que nous avons à relever collectivement. ■
LV

PAROLES D'ÉLUS

GUY HELIN, CONSEILLER MUNICIPAL DE GAUCHE



Le budget 2011 en excédent permettrait de mieux répondre aux besoins sociaux des Carnussiens. Il n'en est malheureusement rien...

Le 29 mars dernier, les élus du Conseil municipal avaient à se prononcer sur le compte administratif 2011, le budget primitif 2012, les subventions aux associations et le taux des taxes communales.

Une séance houleuse durant laquelle les remarques et propositions des élus d'opposition sont restées sans effet sur le comportement de Monsieur le Maire qui a affirmé qu'on lui reprochait aujourd'hui sa bonne gestion des finances communales. Le compte administratif 2011 fait apparaître un résultat positif de 2 516 865 € en section de fonctionnement et de 2 196 903 € en section d'investissement avec un reste à réaliser important notamment en investissement (-2 938 679 €). Le résultat de clôture 2011 fait apparaître en cumul un résultat positif de 1 775 089 €.

Pour nous, élus de gauche, un tel résultat peut permettre sans danger pour les finances communales, comme dans beaucoup d'autres communes, d'entamer une vraie politique sociale, avec, notamment, la mise en place d'un quotient familial en ce qui concerne les tarifs de la cantine, des transports scolaires, du centre aéré et de la garderie entre autres.

Cette demande, maintes fois formulée, a été soutenue lors de la séance du Conseil municipal, par l'ensemble des élus d'opposition (7 voix sur 29 élus). Pour M. le Maire, cette politique de solidarité ne fait pas partie de sa philosophie. Après une vive discussion, il se déclare ouvertement contre cette proposition. Les familles carnussiennes apprécieront et devront se contenter seulement d'un centre ville rénové... Même l'idée d'une étude du coût réel de cette mesure sociale n'a pas été retenue. Le refus de prendre en compte leurs préoccupations a donc conduit les élus de gauche à s'abstenir lors du vote du budget primitif 2012. Il faut rappeler qu'en 2011, notre demande de baisse de la taxe d'habitation avait déjà essuyé un refus.

Cette année encore, la présentation du montant des subventions accordées aux associations a de nouveau soulevé de nombreuses remarques et laisse planer une grande incompréhension quant à leur mode d'attribution. C'est ainsi par exemple que deux associations caritatives, l'une existant depuis plus de dix ans venant en aide aux familles en difficulté notamment par l'attribution de près d'une centaine de colis alimentaires par mois et l'autre, venant en aide aux chats errants ou abandonnés se voient attribuer la même subvention de 2000 €.

Face à une telle injustice et le peu de reconnaissance due aux bénévoles qui viennent en aide aux familles carnussiennes, les élus de gauche ont quitté la séance, refusant de cautionner par leur vote une répartition peu équitable des subventions aux associations dans notre ville. ■

LES CONFÉRENCES DU CERCLE PROGRESSISTE

Quel avenir pour l'aire métropolitaine marseillaise ?

Métropole ou pôle métropolitain ? Pour beaucoup d'entre nous, l'alternative paraît bien obscure entre ces deux options introduites par la récente loi de réforme territoriale. Pour y voir plus clair sur ces questions, peu médiatisées mais qui ont un impact direct sur notre vie quotidienne, le Cercle Progressiste Carnussien a organisé, le 30 janvier 2012, une conférence sur ce thème, animée par Jacques Boulesteix, astrophysicien, et surtout président du Conseil de Développement de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM).

Après avoir rappelé le rôle des conseils de développement, lieux de débat public entre représentants de la société civile, Jacques Boulesteix a évoqué la délimitation de l'aire métropolitaine marseillaise qui ne se limite pas à MPM mais englobe aussi les communautés d'agglomération d'Aix et d'Aubagne, ainsi que le pourtour de l'étang de Berre, voire au-delà ! Mais cet ensemble, d'environ 1 600 000 habitants, outre son organisation administrative très morcelée, présente de nombreux handicaps avec des services publics globalement peu performants et très inégaux, ce qui se traduit par une faible attractivité, un déficit en emplois qualifiés et des indicateurs de précarité dans le rouge.

La réforme territoriale débouchera probablement sur la création d'un pôle métropolitain favorisant la coopération entre les intercommunalités existantes, première étape vers une aire métropolitaine plus solidaire et attractive. Mais il faudra sans doute aller plus loin, ce qui suppose une réelle implication des citoyens. Les collaborations déjà engagées entre les conseils de développement de MPM et ceux des agglomérations d'Aix et d'Aubagne indiquent que la société civile est plutôt en avance : espérons que les élus locaux sauront poursuivre cet effort d'intégration et de coopération, en vue de rendre plus efficiente l'organisation des services publics dans notre aire métropolitaine... ■

Marc VINCENT



● **Notre prochaine conférence aura lieu lundi 24 septembre 2012 à 18 h 30 sur le thème "Les risques sismiques en Provence". Elle sera animée par Pierre Mouroux, expert en risque sismique au BRGM, et portera sur le risque de séisme en Provence, au vu de tremblements de terre récents dans le monde. Cette conférence, d'accès libre et gratuit, est ouverte à un large public.**

Pourquoi adhérer ? Et bien, pour au moins une raison importante

Plus nous sommes d'adhérents, plus nous avons de poids auprès de la mairie de Carnoux, auprès de nos partenaires politiques, aux côtés de nos amis membres d'autres associations citoyennes, pour défendre plus efficacement nos idées.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél. :

Email :

Signature :

Recopiez ou découpez le bulletin ci-contre, libellez un chèque de 20 euros à l'ordre du Cercle Progressiste Carnussien, puis expédiez-le à l'adresse ci-contre.

Les statuts de l'association vous seront adressés sur simple demande.

Votre aide financière est essentielle pour éditer notre Lettre, notre Journal et organiser nos conférences et actions. Les dons sont possibles.

Le Cercle Progressiste Carnussien
30 avenue Maréchal Foch
13470 Carnoux en Pce

www.carnouxprogres.com
<http://carnouxprogres.wordpress.com>